

Dépôt de documents

4. Quels sont les pays qui, pour chaque année de 1969 à 1972 inclusivement, ont importé du Canada, a) des graines de colza, b) de l'huile de colza, c) de la farine de colza, d) de la margarine de colza, e) de la graisse de colza?

5. Combien de pays ont été contactés par le personnel a) de la Commission canadienne du blé, b) du ministère de l'Industrie et du Commerce, en vue d'encourager l'exportation et la vente (i) de graines de colza (ii) des sous-produits de la graine de colza?

6. La Commission canadienne du blé a-t-elle l'intention d'enlever les contingents de livraison de graine de colza et, a) dans l'affirmative, à quelle date, b) dans la négative, pour quelles raisons?

(Le document est déposé.)

*LE PROGRAMME DE MULTICULTURALISME

Question n° 2346—M. Clark (Rocky Mountain):

1. Quels sont les noms, les postes et les ministères des fonctionnaires qui participent à l'exécution de tout aspect du Programme de multiculturalisme?

2. Quel est le nombre des experts-conseils, ou des autres employés contractuels ou à temps partiel du gouvernement, qui participent à l'exécution de tout aspect du Programme de multiculturalisme et quels sont le nom et les attributions de chacun d'eux?

3. Parmi les personnes mentionnées dans la réponse aux questions 1 et 2, combien relèvent a) du ministre d'État responsable du multiculturalisme, b) du secrétaire d'État, c) d'un autre ministre, d) de plusieurs ministres?

4. Parmi les personnes qui relèvent de plusieurs ministres, dans chaque cas, a) de quels ministres s'agit-il, b) comment sont réparties les compétences?

5. Dans le cas des personnes qui relèvent du ministre d'État responsable du multiculturalisme, quel est le nombre de celles qui ne sont pas des membres du personnel particulier de ce ministre?

(Le document est déposé.)

LA GARDE CÔTIÈRE

Question n° 2370—M. McKinnon:

1. Comment se répartissent les navires de la Garde côtière selon a) l'usage prévu, c) le nombre de membres d'équipage, d) le port d'attache pour chacune des côtes?

2. Quels sont les frais d'administration et d'exploitation de la Garde côtière sur chacune des côtes?

3. Y a-t-il des frais d'administration centralisée de la Garde côtière qui n'apparaissent pas dans la partie 2 et, dans l'affirmative, quels sont-ils?

(Le document est déposé.)

LE PROGRAMME PERSPECTIVES-JEUNESSE

Question n° 2414—M. Beatty (Wellington-Grey-Dufferin-Waterloo):

1. Pour chacune des années 1971, 1972 et 1973, quels ont été a) le nombre total de demandes reçues dans le cadre du Programme Perspectives-Jeunesse, b) le montant global des déboursés de Perspectives-Jeunesse, c) le montant global demandé à Perspectives-Jeunesse, d) le nombre global de subventions accordées par Perspectives-Jeunesse et, dans chaque cas, (i) à l'échelle nationale (ii) par province et par territoire (iii) par circonscription représentée par un membre du Cabinet (iv) par circonscription représentée par un secrétaire parlementaire?

2. Pour chacune des années 1971, 1972 et 1973, a) combien de requérants étaient employés l'année précédente dans les Programmes de Perspectives-Jeunesse, b) combien de ces requérants ont obtenu des subventions dans le cadre du Programme de Perspectives-Jeunesse et, dans chaque cas, (i) à l'échelle nationale (ii) par province et par territoire (iii) par circonscription représentée par un membre du Cabinet (iv) par circonscription représentée par un secrétaire parlementaire?

3. Au cours des mêmes années, dans combien de cas les personnes qui ont donné des références, ou avec lesquelles on a commu-

[M. Yewchuk.]

niqué, s'occupaient de faire des demandes à Perspectives-Jeunesse et étaient aussi membres du Conseil consultatif local et, dans chaque cas, a) quels étaient les noms des personnes avec lesquelles on a communiqué, b) quels étaient les noms de ceux qui ont donné des références, c) quel était le titre des projets en cause, d) quel était le nom de la circonscription, e) quelle somme a été accordée?

4. Au cours des mêmes années, combien de demandes a-t-on rejetées dans le cas desquelles la personne avec laquelle on communiquait ou celle qui donnait les références étaient membres du Conseil consultatif local et, dans chaque cas, a) quels étaient les titres des projets impliqués, b) quel était le nom de la circonscription?

(Le document est déposé.)

LES DÉPENSES RELATIVES AUX AUBERGES D'ÉTÉ

Question n° 2501—M. Clark (Rocky Mountain):

1. Combien d'auberges d'été, en 1973, sont a) subventionnées, b) aidées d'une autre façon, c) entièrement dirigées par le gouvernement?

2. Combien coûte au gouvernement le fonctionnement de chaque auberge d'été?

3. A-t-on fait des démarches auprès de a) l'Association canadienne des auberges de jeunesse, b) tout autre groupement non gouvernemental formé dans le but d'assurer le fonctionnement ou la gestion de ces auberges d'été et, dans la négative, pour quelle raison?

4. A-t-on fait des démarches auprès de a) l'Association canadienne des auberges de jeunesse, b) tout autre groupement pouvant fournir des possibilités de logement dans des auberges et, dans la négative, pour quelle raison?

5. Si des démarches ont été faites pour le fonctionnement d'auberges d'été pour l'obtention d'autres dispositions concernant le logement auprès de groupes autres que l'Association canadienne des auberges de jeunesse, quel est le nom de chacun de ces groupes?

6. Où est située chacune des auberges d'été qui seront entretenues toute l'année durant?

(Le document est déposé.)

LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—LES INVESTISSEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Question n° 2546—M. McCain:

1. Quelles ont été, pour chaque exercice financier, les dépenses d'investissement supplémentaires effectuées dans la voie maritime du Saint-Laurent, depuis son entrée en service?

2. a) A combien s'élevait chacun de ces nouveaux investissements, b) quelle a été la contribution (i) du Canada et (ii) des États-Unis dans chaque cas?

(Le document est déposé.)

LE COÛT TOTAL DE LA SUBVENTION DU TRANSPORT DE MARCHANDISES

Question n° 2548—M. McCain:

Combien ont coûté aux contribuables canadiens les subventions accordées au transport de marchandises durant chacune des années financières 1970-1971, 1971-1972 et 1972-1973 dans chacune des régions suivantes, a) les Maritimes, b) le Canada central (Ontario et Québec), c) les provinces des Prairies, d) la Colombie-Britannique?

(Le document est déposé.)

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement au titre des questions. Le mercredi 21 mars 1973, comme il est dit au *hansard* à la page 2447, la question n° 19 inscrite à mon nom a été transformée en ordre de dépôt de documents et un document a été déposé ce jour-là. Ce n'est toutefois pas complet. Dans cette question je demandais si des membres du